

## Nouveaux Cahiers du socialisme



### Écrire ensemble l'après-COVID-19

Flavie Achard, Donald Cuccioletta, Emanuel Guay, Audrey Laurin-Lamothe, Édouard Lavallière, Geneviève Talbot, Fanny Theurillat-Cloutier et Carole Yerochewski

Numéro 25, hiver 2021

Sortie de crise : de la pandémie ou du capitalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94844ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Achard, F., Cuccioletta, D., Guay, E., Laurin-Lamothe, A., Lavallière, É., Talbot, G., Theurillat-Cloutier, F. & Yerochewski, C. (2021). Écrire ensemble l'après-COVID-19. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (25), 10–16.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## Écrire ensemble l'après-COVID-19

### Introduction au dossier

Flavie Achard, Donald Cuccioletta, Emanuel Guay, Audrey Laurin-Lamothe,  
Édouard Lavallière, Geneviève Talbot, Fanny Theurillat-Cloutier,  
Carole Yerochewski

Quelques jours après que le confinement décrété contre la COVID-19 a commencé, il est devenu évident pour plusieurs d'entre nous que nous vivions une situation exceptionnelle, un de ces moments historiques où la trajectoire des sociétés bifurque, parce que les certitudes s'écroulent. Entre le déploiement de microsolidarités et les espoirs insensés que tout revienne vite comme avant, alors que c'est l'« avant » qui était le problème, la plupart d'entre nous se sont mis à s'interroger sur ce qui a nourri cette crise et sur la façon d'en sortir, de construire un « après » qui ne nous fasse pas renouer avec « l'anormal ».

La pandémie de COVID-19 s'inscrit dans la crise écologique résultant du mode de développement prédateur qui domine depuis plusieurs siècles. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la capacité destructrice du capitalisme augmente de façon exponentielle, tout comme notre empreinte écologique, c'est-à-dire l'impact de la surconsommation humaine des ressources naturelles sur la capacité de régénération de la planète. Réchauffement climatique accéléré, fonte des glaciers, déforestation intense, océans remplis de plastique, extinction de milliers d'espèces... Cette dévastation de grande ampleur a été portée par la croyance en une croissance illimitée, qui découlait de la rationalisation occidentale du progrès, ce progrès qui devait amener toute la planète à rejoindre le niveau de vie de l'Amérique du Nord et de l'Europe. L'anthropocène, nom donné à cette nouvelle ère sur terre pour signifier la place prise par notre civilisation bulldozer, nous a amenés à vivre à proximité des territoires restés sauvages. Et cette fois, au-delà de savoir qui, du pangolin ou de la chauve-souris, a joué un rôle majeur dans la transmission du coronavirus aux êtres humains, nous constatons, avec l'effroi que provoque tout renversement d'échelle, que le risque qui

nous menace n'est pas que la nature disparaisse, mais que les transformations de celle-ci résultant de notre action nous imposent des conditions de vie intenable, que nous n'aurons vraiment pas choisies.

Des films comme *Demain*, des médias sociaux, des rencontres militantes comme le Forum social mondial ou d'autres initiatives qui mettent de l'avant des actions d'économie solidaire qui réunissent des travailleuses et travailleurs autogérant leur développement local, ont mis en évidence qu'il existe de multiples initiatives dans tous les domaines (agriculture, habitat, éducation, énergie renouvelable...) qui nous permettraient de nourrir tous les habitants de la planète, de les loger confortablement et de faire vivre les milieux urbains tout en diminuant radicalement notre empreinte écologique.

La mise en œuvre de tels choix ne peut cependant pas faire l'économie d'une transformation des rapports sociaux de pouvoir qui structurent nos sociétés. Un changement majeur de paradigme est nécessaire si nous voulons généraliser ces initiatives alternatives, reconstruire une architecture sociétale pour mettre nos savoirs et nos savoir-faire au service des besoins et aspirations des groupes humains, en prenant comme repères, pour nous orienter, les classes populaires, les femmes, les populations dont les droits fondamentaux sont bafoués, dont l'exploitation et l'oppression sont invisibilisées parce qu'elles sont racisées, c'est-à-dire que « [leurs] rôles et [leurs] vies ont moins de valeur<sup>1</sup> ».

Mais avant que la pandémie n'éclate, nous n'avions pas vraiment renoncé à l'idée d'un compromis équivalent au fordisme, une fois que nous aurions réussi à nous défaire du néolibéralisme. C'est qu'il a existé une période faste, du moins dans les pays du Nord et en partie dans les régions industrialisées du Sud, une période marquée par le compromis fordiste ou la « société salariale » en Europe de l'Ouest. Dans les espoirs du retour à « l'anormal », on peut entendre aussi l'espoir de retrouver un *modus vivendi* au sein du capitalisme.

En quelques semaines, la crise de la COVID-19 a cependant bousculé bien plus profondément nos certitudes que les avertissements lancés depuis des dizaines d'années par les mouvements écologistes et des spécialistes des sciences de la nature. Après cette pandémie, combien d'autres surviendront et à quelle fréquence ? Notre modèle de développement se trouve profondément remis en cause.

Les moments d'incertitude constituent des moments propices à l'émergence et à la diffusion de nouvelles idées ou d'idées jusqu'alors dominées, mises en veilleuse, et qui se fraient un chemin à la faveur de ce doute (ou de ce chaos) qui nous submerge. Parce

---

1 Entrevue de Camara Phillis Jones, spécialiste étatsunienne de santé publique et médecin, par Claudia Wallis, « Why racism, not race, is a risk factor for dying of COVID-19 », *Scientific American*, 12 juin 2020, <<https://www.scientificamerican.com/article/why-racism-not-race-is-a-risk-factor-for-dying-of-covid-19/>>.

que ce sont des moments où les gens ne savent plus où se situent leurs intérêts, ils ne peuvent donc se laisser guider par eux, comme ils le font habituellement, dans la routine des pratiques produisant et reproduisant le quotidien. Dans ces moments d'incertitude, la recherche d'une nouvelle vision de la façon de « faire société » s'impose ; c'est elle qui nous permet de réévaluer nos intérêts, car ceux-ci ne sont pas un « donné » indépendant des cadres d'analyse ou des représentations de « ce qui fait marcher le monde<sup>2</sup> ». Nous sommes donc à un tournant où se joue une bataille des idées. Et les idées qui gagnent sont celles qui arrivent à se matérialiser, soit parce qu'elles sont portées par des moyens importants déployés par le capital et les classes dirigeantes, soit parce que de larges alliances populaires réussissent à développer une vision commune, à en proposer une traduction institutionnelle et à la mettre en œuvre.

Si nous voulons œuvrer à la construction d'une vision et d'un projet communs, nous ne pouvons pas considérer que ceux-ci constituent un « donné déjà là ». C'est l'action collective, pour autant qu'elle donne une place égale à celles et ceux en position dominée, qui produit les visions du monde les plus porteuses d'égalité<sup>3</sup>. Il est incontournable que d'autres voix que celles émanant des couches privilégiées, dont celles des hommes blancs de classes aisées, puissent se faire entendre dans l'espace public. Cela suppose aussi que les paroles portées par ces autres voix soient également reconnues, de façon à ne pas perpétuer les inégalités épistémiques qui concourent à secondariser les façons de voir et de définir les dominations de la part des populations minorées. Car cette secondarisation contribue directement (avec les divisions hiérarchisées du travail entre niveaux de qualification, entre sexes et entre races) à la reproduction des inégalités socioéconomiques, en maintenant la légitimité de règles institutionnelles qui les désavantagent.

En pleine crise de la COVID-19, on perçoit l'importance que ces voix dominées dans les rapports sociaux, au sein des pays et entre les pays, soient prises en compte. L'écologie décoloniale souligne par exemple que même notre façon d'habiter la terre est marquée par ces rapports sociaux – ce que le mouvement environnemental occidental n'a guère pris en compte, se manifestant peu pour dénoncer les conséquences du développement

---

2 Voir par exemple Samuel Bowles et Herbert Gintis, *La démocratie post-libérale. Essai critique sur le libéralisme et le marxisme*, Paris, La Découverte, 1988. Il ne s'agit pas pour autant de « fausses consciences », mais du fait que toute perception du monde est située et donc plus ou moins partielle. Voir Stuart Hall, « The problem of ideology-marxism without guarantees », *Journal of Communication Inquiry*, vol. 10, n° 2, 1986, p. 28-44, et les écrits sur l'intersectionnalité et la théorie des points de vue situés.

3 Voir par exemple Archon Fung, « Deliberation before the revolution. Towards an ethic of deliberative democracy in an unjust world », *Political Theory*, vol. 33, n° 3, 2005, p. 397-419.

capitaliste sur les populations du Sud<sup>4</sup>. Et l'on ne parle pas seulement de l'externalisation d'une grande partie de la pollution produite au nord vers le sud (par le transfert des déchets industriels contaminés), ou de l'extractivisme et de l'empoisonnement des terres par des engrais ou des pesticides toxiques (phénomènes que l'on retrouve aussi au nord); il s'agit de souligner que ces régions dominées du sud sont coupées de leurs modes de vie et contraintes à poursuivre un développement sur le mode du « plantatio-nocène » – une appellation que Malcom Ferdinand<sup>5</sup> préfère à celle d'anthropocène, car elle intègre la façon dont le colonialisme (source d'accumulation primitive) a façonné le rapport à la nature et les relations des humains à celle-ci.

Pendant le confinement, les mouvements sociaux ont continué ou se sont amplifiés. Sans être aussi spectaculaires que la vague de conflits sociaux et de manifestations populaires qui, huit ans après 2011, ont à nouveau embrasé le monde en 2019, ils se sont tout de même manifestés à grande échelle pour réclamer leurs droits, comme au Chili, ou pour protester, comme en Inde, contre les mesures de dérégulation du gouvernement autoritaire et raciste de Modi, qui a « suspendu » les droits du travail pour trois ans. Le 26 novembre dernier, 250 millions de travailleurs et travailleuses dans l'agriculture, le transport, le commerce et les activités essentielles informelles (c'est-à-dire sans droit ni protection) ont fait grève en Inde, ce qui représente la plus grande grève dans l'histoire mondiale des conflits de travail.

Parallèlement, le travail de solidarité s'est redéployé et s'est révélé essentiel pour que les populations pauvres, où les femmes et les groupes racisés sont surreprésentés, aient accès à de vraies informations sur les consignes sanitaires et s'auto-organisent pour se protéger de la pandémie et continuer à se nourrir, qu'ils puissent accéder à l'Internet, ce qui contribue à briser l'isolement social ou à combattre la remontée de la xénophobie envers les personnes migrantes et les demandeurs d'asile accusés par certains de propager l'épidémie. « Souvent négligées au sein de la littérature consacrée à l'action collective, [ces solidarités locales et les réseaux d'entraide ont] une portée transformatrice qui dépasse les actions elles-mêmes et la période de confinement, en ce qu'elle contribue à renforcer les liens sociaux et à promouvoir d'autres visions du monde et de la société<sup>6</sup> ».

4 La justice écologique est un mouvement social qui remet en question les notions de croissance, de progrès, mais aussi notre rapport avec la nature en contestant la surexploitation des ressources naturelles. Plus près de la cosmologie autochtone, la justice écologique est fondée sur une vision holistique intégrant l'ensemble des éléments vivants avec lesquels les êtres humains sont en interaction. Pour en savoir plus : Aliénor Bertrand. *Justice écologique, justice sociale : exemples historiques, analogies contemporaines et théories politiques*, Paris, Victoires, 2015; Yves-Marie Abraham, Louis Marion et Philippe Hervé (dir.), *Décroissance versus développement durable. Débats pour la suite du monde*, Montréal, Ecosociété, 2011; Paul Cliche. « Le Sumak Kawsay et le Buen Vivir, une alternative au développement », *Possibles*, 2017, vol. 41, n° 2, p. 12-28.

5 Malcom Ferdinand, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Paris, Seuil, 2019.

6 Geoffrey Pleyers, « L'entraide et la solidarité comme réponses des mouvements sociaux à la pandémie », *Revue du MAUSS*, vol. 56, 2020.

Comment traduire en principes institutionnels et politiques ces aspirations diverses à l'égalité, à la solidarité et à la justice sociale ? Face à la nécessaire redéfinition des enjeux, il n'est pas donné que les institutions et les organisations héritées de la période fordiste constituent des canaux d'expression collective représentatifs ou porteurs d'une vision globale. Le moment historique que nous vivons rend audible ce qui n'était qu'une cacophonie d'utopies, et permet de transformer celles-ci en propositions réalistes de paradigmes alternatifs qui décentrent les récits sur la modernité, en faisant appel à celles et à ceux qui sont au cœur des dominations. Devant les tentatives autoritaires pour gérer la pandémie, qui révèlent l'impuissance des classes dirigeantes à faire face à la crise, mais aussi leur volonté de s'accrocher au pouvoir, la principale condition pour faire bifurquer la trajectoire dans le sens que nous souhaitons n'est-elle pas de nous appuyer sur la capacité de ces populations au cœur des dominations de se mobiliser et de s'entraider ici et maintenant ?

## Présentation du dossier

Cette série de constats débouche sur la façon dont ce dossier a été construit. La première partie rend compte, sous diverses facettes et latitudes, du fait que nous ne sommes pas égaux devant la pandémie. Après une présentation par Geneviève Talbot et Carole Yerochewski des logiques inégalitaires du confinement au sud et au nord, Martine Lagacé et Philippe Rodrigues-Rouleau mettent en lumière les liens entre nos sociétés actuelles et l'âgisme systémique. Toujours au Québec, c'est l'articulation du racisme systémique à d'autres phénomènes et, depuis vingt ans, les contre-coups de la réduction des canaux d'expression collective des communautés racisées qu'interrogent les trois personnes interviewées, Fo Niemi, Bochra Manaï et Anne-Marie Livingstone, en s'appuyant sur une lecture authentiquement intersectionnelle.

Maxime Wawanoloath aborde ensuite l'histoire des communautés autochtones, encore largement dans l'ombre, pour rappeler notamment qu'elles ont déjà été décimées par des épidémies lors de la colonisation. Décoloniser suppose de leur redonner du pouvoir, en premier lieu en ce qui concerne la gestion de leur santé. Kaveh Boveiri et Niloofal Moazzami montrent comment dans les pays dominés dans la mondialisation contemporaine, les populations sont obligées, avec ou sans pandémie, de limiter ou de renoncer à leur projet d'avenir.

Cependant, ce qui est à l'ordre du jour, est-ce un changement de politiques ou aussi un changement de paradigmes ? Dans cette deuxième partie, Dominique Méda défend qu'un changement radical de paradigme soit nécessaire, afin de démarchander et démocratiser nos sociétés, en donnant la priorité au fait de « prendre soin ». Ce paradigme du *care*, pour reprendre l'anglicisme couramment utilisé, constitue aussi une réponse à la crise écologique. Alain Deneault montre, de son côté, l'importance de sortir d'une vision utilitariste de la crise. Sans sous-estimer la capacité

des capitalistes de recourir à un arsenal de dispositifs pour maintenir leur pouvoir, il souligne que « l'après » ne peut se dessiner qu'en réglant notre action et notre pensée sur le mode du don. Jeanne-Marie Rugira poursuit en quelque sorte cette réflexion en appelant à considérer comme « équivalentes en valeur » nos différentes cultures. Surtout que le Sud se révèle actuellement plus résilient que le Nord, tandis que le développement de celui-ci nous amène à négliger le besoin essentiel de relations sociales des êtres humains. Maïka Sondarjee souligne quant à elle que la décolonisation doit s'approfondir afin de contester aussi les formes existantes de solidarité du Nord vers le Sud, qu'on continue de regarder avec condescendance. Poursuivre la décolonisation est une des conditions pour reconnaître l'apport des pays et non les déposséder.

Les deux articles suivants reprennent le débat sur la relance d'une économie qui serait au service des populations. Frédéric Legault propose une solution globale qui repose sur la planification et mobilise l'autogestion pour impliquer les populations dans les choix de production. Walden Bello démonte les mécanismes de la « globalisation » économique et financière pour en sortir une proposition de réarticulation des actuels mécanismes de circulation des capitaux. En contrepoint, l'entrevue du poète haïtien Jean-Claude Martineau montre ce qu'un tout petit pays comme Cuba est capable d'accomplir malgré le blocus des États-Unis, lorsqu'il se donne comme objectif de faire de la santé et de l'éducation un droit. Au-delà des critiques du système politique cubain, cet exemple éclaire comment les sociétés moins inégalitaires disposent de véritables trésors, en outre renouvelables, en s'appuyant sur l'intelligence collective et le travail humain.

Mais quels acteurs et actrices vont porter ce débat sur les paradigmes et les politiques? Car la mise en œuvre n'est pas moins importante que la définition des objectifs pour arriver à les atteindre. Si l'on veut soutenir une relance féministe, écologiste et antiraciste, Fanny Theurillat-Cloutier et Carole Yerochewski soutiennent que la priorité est de s'entendre sur l'architecture démocratique susceptible de défendre et de porter le paradigme du « prendre soin » afin de « sortir du cadre » des actuelles hiérarchies sociales maintenues par le plan du gouvernement Legault. Louise Boivin déconstruit la matrice entrecroisée des exploitations et dominations sur laquelle repose l'actuelle organisation des services d'aide à domicile et d'hébergement de longue durée au Québec. Sa proposition montre comment le droit et la notion de bien commun peuvent être mobilisés et articulés avec une représentation collective des personnes usagères et travailleuses ainsi qu'avec les groupes sociaux concernés. Chantal Ismé et Viviane Michel reviennent sur les impacts de la pandémie sur les Autochtones, les communautés racisées et les femmes qui sont surreprésentées dans les emplois de la santé et des services sociaux. Soulignant leurs capacités à se mobiliser et à agir, elles montrent les solutions qui consistent à reconnaître leurs savoirs et à les impliquer dans la concertation.

Maude Prud'homme explicite de son côté les enjeux de la transition écologique au Québec sous l'angle justement des modalités de concertation qui sont discutées au sein du Front commun pour la transition énergétique dans le cadre du projet « pour un Québec ZÉN ». Un exercice complexe, surtout quand les voix collectives jusqu'alors minimisées ou dominées ne sont pas directement présentes, mais un exercice producteur de changements. Autre enjeu de taille, celui de la sécurité et de la souveraineté alimentaire : après avoir rappelé que notre système alimentaire génère d'énormes profits et qu'il repose sur l'exploitation de masse, notamment des travailleurs étrangers temporaires, Geneviève Talbot dégage à partir de réalisations existantes des solutions rompant avec la marchandisation des produits agricoles et s'appuyant sur des systèmes publics.

Enfin, Jonathan Folco Durand expose le rôle que les villes peuvent jouer. Il s'appuie sur l'approche développée par Erik Olin Wright pour mettre en perspective diverses stratégies anticapitalistes et le fait que cet échelon municipal peut servir de point d'ancrage à pratiquement tous les mouvements sociaux pour la justice sociale.

La troisième partie de ce dossier vient souligner qu'en période de crise ou de chaos, il y a toujours des contre-mouvements aux mouvements progressistes, comme Polanyi l'a mis en évidence. Ainsi, dans l'après-2008, c'est le discours sur l'austérité et ses politiques qui s'est imposé. À présent, un récit réactionnaire sur la pandémie et les politiques à adopter est en construction<sup>7</sup>. Dans son entrevue, Marie-Ève Carignan remarque que la pandémie a été l'occasion d'une nouvelle éclosion de théories du complot, qui favorise l'adhésion à des schémas explicatifs simples désignant des coupables-boucs-émissaires, processus typique des pensées d'extrême-droite. Yanick Delbecque décrit comment la surveillance électronique s'immisce dans notre vie privée à travers l'utilisation d'objets devenus quotidiens peut-être plus que par le biais du recours au traçage numérique au nom de la lutte contre la pandémie.

Cette partie et le dossier se clôturent par un texte de Beverly Silver et Corey Payne qu'Emmanuel Chapat a traduit et résumé pour les NCS. Alors que la gestion de la pandémie montre le déclin irréversible des États-Unis, un retour à un compromis de type fordiste est intenable, et il est peu probable qu'une solution au chaos que nous vivons depuis trente ans soit viable dans le cadre du capitalisme. Car les groupes sociaux qui revendiquent leurs droits sont toujours plus nombreux ; la légitimité de compromis qui ne sont pas en mesure de tous les inclure est plus vite contestée. Mais les mouvements sociaux arriveront-ils à se « re-imaginer » pour produire une alternative convaincante ?

---

7 Geoffrey Pleyers, « Crise et pandémie : des cartes blanches au changement social ? », *Démocratie*, n° 9, 2020.